

C.D.L.D.

ARTICLE L1122-11 et 12.

Le Conseil est convoqué par le Collège communal.

Sur demande d'un tiers des membres en fonction, le Collège communal est tenu de le convoquer aux jour et heure indiqués.

Lorsqu'au cours d'une année, le conseil s'est réuni moins de dix fois, durant l'année suivante, pour permettre la convocation du conseil est réduit au quart des membres du conseil communal.

ARTICLE L1122-13.

Sauf les cas d'urgence, la convocation se fait par courrier électronique, au moins sept jours francs avant celui de la réunion ; elle contient l'ordre du jour.

Ce délai sera toute fois ramené à deux jours francs pour l'application de l'article L1122-17, alinéa 3.

ARTICLE L1122-17.

Le Conseil ne peut prendre de résolution si la majorité de ses membres en fonction n'est présente.

Cependant, si l'assemblée a été convoquée deux fois sans s'être trouvée en nombre compétent, elle pourra, après une nouvelle et dernière convocation, délibérer, quel que soit le nombre des membres présents, sur les objets mis pour la troisième fois à l'ordre du jour.

Les deuxième et troisième convocations se feront conformément aux règles prescrites par l'article L1122-13, et il sera fait mention si c'est pour la deuxième ou la troisième fois que la convocation a lieu ; en outre, la troisième convocation rappellera textuellement les deux premières dispositions du présent article.

ARTICLE L1122-24.

Aucun objet étranger à l'ordre du jour ne peut être mis en discussion, sauf dans les cas d'urgence où le moindre retard pourrait occasionner du danger. L'urgence sera déclarée par les deux tiers

L'urgence sera declaree par les deux tiers au moins des membres présents ; leurs noms seront insérés au procès-verbal. Toute proposition étrangère à l'ordre du jour doit être remise au Bourgmestre ou à celui qui le remplace, au moins cinq jours francs avant l'assemblée ; elle doit être accompagnée d'une note explicative ou de tout document propre à éclairer le Conseil.

CONVOCATION DU CONSEIL COMMUNAL

Conformément aux articles **L1122-12** et **L1122-13** du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, nous avons l'honneur de vous convoquer à la séance du Conseil communal qui aura lieu :

Salle de Saint-Séverin, rue d'Engihoul, 17 à 4550 NANDRIN. Le mardi 13 avril 2021 à 20h00

ORDRE DU JOUR

- 1. Plan de cohésion sociale (P.C.S.) 2020-2025 Rapport d'activités 2020
- 2. Plan de cohésion sociale (P.C.S.) 2020-2025 Rapport financier 2020
- Rapport de la commission locale pour l'énergie (CLE) pour l'année 2020 -Prise d'acte
- 4. Fabrique d'Eglise de Saint-Séverin (n°339) tutelle spéciale 2021.1 Compte 2020
- 5. Fabrique d'Eglise de Villers-le-Temple (n°340) tutelle spéciale 2021.1 Compte 2020
- 6. Fabrique d'Eglise de Nandrin (n°338) tutelle spéciale 2021.1 Compte 2020
- 7. Mesure d'allégement fiscal dans le cadre de la crise sanitaire du Covid-19 / Exercice 2021
- Rapport de rémunération de la commune de Nandrin pour l'exercice 2020 -Approbation
- 9. PIC 2019-2021 Réfection de la rue des Six Bonniers et aménagement d'un trottoir Approbation des conditions modifiées et du mode de passation
- 10. Convention pilote avec l'A.I.D.E relative à la réception, au transport et au traitement des produits de curage de réseaux d'assainissement (P.C.R.A.)
- 11. Dispositifs destinés à la protection contre l'érosion et les inondations (Sylvain Gouverneur) Acquisition d'un terrain pour cause d'utilité publique
- 12. « TERRE » asbl Renouvellement de la convention pour la collecte des déchets textiles ménagers
- 13. Actions locales de prévention "zéro déchet" 2021 Mandat à la SCRL INTRADEL pour une action complémentaire
- 14. asbl Royale Entente Sportive Templiers Nandrin (RESTN) Remplacement d'un observateur au sein du conseil d'administration
- 15. Ressourcerie du Pays de Liège s.c. Désignation du représentant aux assemblées générales.
- 16. Déroulement de la séance Communications Procès verbal de la séance précédente
- 17. Questions orales d'actualité (articles 75 et suivants du règlement d'ordre intérieur)

HUIS CLOS

- 18. Affaire Bernard et Benoît DIEUDONNE / Autorisation d'ester en justice
- 19. Personnel enseignant Yves Melin Congé pour mission défini à l'article 6 du décret du 24 juin 1996
- 20. Personnel enseignant VINCENT Nathalie Mise en disponibilité pour cause de maladie
- 21. Personnel enseignant RAMELOT Etienne Demande de mise à la retraite d'un instituteur primaire Prise d'acte
- 22. Personnel enseignant BALTHAZAR Sandrine Extension de nomination à titre définitif d'une maitresse spéciale de seconde langue 2 pér/s.
- 23. Personnel enseignant VERPOORTEN Lorraine Nomination à titre définitif d'une institutrice primaire à temps plein.
- 24. Personnel enseignant MAWET Julie Nomination à titre définitif d'une

institutrice maternelle à mi-temps.

25. Enseignement communal – Ratifications de désignations prises par le collège communal

POUR LE COLLEGE COMMUNAL,

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL, LE BOURGMESTRE, Pierre JAMAIGNE. Michel LEMMENS.